*{Nom, Prénom}*

*{Adresse*}

*{Recommandé ou main propre avant le 6 juillet}*

Direction de l’Urbanisme et de l’Environnement

Chemin de Damataire 13

1009 Pully

Pully, le ... juin 2024

**Concerne: demande d’abattage Boulevard de la Forêt 28, n°23\_2024 , Parcelle N° 3047, propriété Dune Capital SA . Enquête publique du 7 juin au 6 juillet 2024.**

Monsieur le Syndic, Madame la Municipale, Messieurs les Municipaux,

Je garde un œil attentif sur les avis d'abattages affichés au pilier public car les arbres sont de précieux alliés pour la qualité de vie de habitant.es des villes et vitaux pour de nombreuses autres espèces. Je suis conscient.e des contraintes liées à l’entretien des arbres et des aspects sécuritaires. Cependant, en raison des nombreux services écosystémiques qu’ils nous rendent, notamment en milieux urbain, et au vu des conséquences grandissantes liées aux dérèglements climatiques, nous ne pouvons que conseiller à toute personne ayant la chance d'avoir un arbre déjà mature sur son terrain, de faire le maximum pour le conserver.

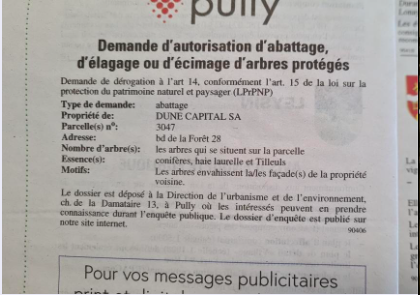
Par la présente, je vous prie donc de bien vouloir enregistrer mon opposition au projet d’abattage susmentionné en raison des motifs suivants :

**1.** La demande concerne une parcelle pour  laquelle une procédure contre la délivrance d’un permis de construire est actuellement en cours au Tribunal fédéral (*recours Steinhäuslin Jeanrenaud et Hadji contre l’arrêt rendu par la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois le 11 septembre 2023 dans la cause AC.2021.0366 et recours au Tribunal fédéral l C\_552/2023/COL*). Dans le cadre de cette procédure, un effet suspensif a été prononcé et il appartient à la Municipalité de Pully de le faire respecter. L’Office fédéral de l’environnement a rendu des déterminations favorables aux recourantes, demandant un redimensionnement du projet afin qu’il se fasse avec le plus grand ménagement possible des arbres et des espèces protégées présentes sur le site. Afin que la justice puisse faire son travail sans que des atteintes soient portées aux éléments litigieux, **la demande d’élagage doit être refusée jusqu’à droit connu sur le sort du recours pendant au Tribunal fédéral.**

**2.** Selon l’art 14 al. 1 LPrPNP,  « le patrimoine arboré est conservé ». Celui-ci est défini  comme «  les arbres, les allées d’arbres, les cordons boisés, les bosquet, les haies vives, les buissons, les vergers et fruitiers haute tige non soumis à la législation forestière ». Contrairement à ce que prévoyait la LPNMS, **tout** le patrimoine arboré est donc protégé sur tout le territoire du canton de Vaud ( l’art 14 al. 1 LPrPNP) et toute dérogation doit répondre à l’art.15 de la LPrPNP, **ces arbres et haies sont donc protégés et les conditions ne sont pas réunies pour autoriser leur abattage**.

**3.** L’avis publié dans la FAO du 7 juin 2024 ainsi que le dossier déposé à la commune laissent place au plus grand flou quant à la nature des actions envisagées et les arbres concernés. Le motif de la demande contrevient à la LPrPNP.

En effet, la FAO du 7 Juin 2024 mentionne: “ Dérogation à l’art. 14 conformément l’art.15 de la Loi sur la protection de la nature et du patrimoine (LPrPNP). **Type de demande**: abattage. **Nombre d’arbres:** les arbres qui se situent sur la parcelle. **Motif:** les arbres envahissent la/les façades de la propriété voisine”.



La demande de Dune Capital SA déposée au dossier consultable auprès de la commune est remarquablement succincte, ne mentionnant que: “Elagage, groupes d’arbres/bosquets. Conifères, haies laurelles et tilleuls. Motif: les branches envahissent la/les façades de la propriété voisine”.

D’après la zone délimitée en vert sur le dossier de mise à l’enquête, la demande porte donc sur tous les arbres situés le long de la parcelle 3047. Même à supposer que la végétation “envahissent les façades des bâtiments voisins”, élaguer tous les arbres, haies et arbustes situés le long de la parcelle no 3047, et pas ceux uniquement sur la partie qui longe la parcelle no 3760 est disproportionné.

Le motif invoqué n’est pas un des motifs d’abattage autorisant une dérogation à l’article 14 conformément 15 de la LPrPNP. Les dérogations sont accordées seulement en cas de :

a. de risques sécuritaires ou phytosanitaires avérés

b. d'une entrave avérée à l'exploitation agricole

c. ou d'impératifs de construction ou d'aménagement.

**Un arbre envahissant une façade n’implique donc pas d’autorisation d’abattage au sens de la LPrPNP, la demande doit donc être refusée.**

**4.** L’indication “les arbres qui se situent sur la parcelle” accompagnée des documents lacunaires mis à disposition dans le dossier accessible au public ne permet pas de se déterminer sur le nombre d’arbres impliqués ainsi que sur la nature des interventions envisagées. Le nombre d’arbres, leur envergure, et leur emplacement n’est précisé nulle part. Les haies sont protégées par la loi au même titre que les arbres. Si celle-ci contient des laurels, il semble d’après les photos que bien d’autres espèces sont présentes également et que la zone est fortement végétalisée. Le dossier manque donc fondamentalement d’informations. Seul une zone surlignée en vert indique l’étendue concernée sans autre précision alors que la zone est fortement végétalisée. **Le dossier est donc lacunaire et la demande soit être refusée.**



**5.** Plusieurs photos de feuilles mortes tombées au sol sont inclues dans la demande d’abattage. Je ne saisis pas quel est l’objectif de ces photos? Outre le fait que les feuilles d’automne font un excellent compost, les arbres nous rendent de nombreux services vitaux. On citera à titre d’exemple des habitant.es du quartier de la Vuachère qui mesurent des températures allant jusqu’à 60 degrés sur leur balcon depuis l’abattage des arbres bordant leur parcelle. Avoir des arbres comme voisins est donc une chance qui implique de les protéger autant que faire ce peut. Le fait d’avoir à balayer quelques feuilles tombées en automne ne peut en aucun cas être retenu comme un motif d’abattage. **L’acceptation par la commune de ce motif reviendrait à un dangereux précédent et la demande doit être refusée.**

**6.** Durant la procédure judiciaire en cours, les propriétaires de la parcelle sont intervenus par 3 fois de manière non-autorisée afin d’effectuer tailles, coupes et arrachages de la végétation de la parcelle. Végétation dont la protection fait justement l’objet du recours. Ces interventions ont abouti à la tonte de la fougère ophioglosse, espèces protégées sur Liste Rouge-statut vulnérable, bénéficiant d’une protection totale sur l’ensemble du canton de Vaud.

Ces interventions ont porté atteinte à des biotopes, rendant l’expertise de la DGE incomplète à leurs propres dires. L’intervention de la police ainsi que de la Municipalité a été nécessaire pour stopper ces actes illégaux et l’execution de l’effet suspensif ordonné a été imposé par la Municipalité elle-même. Une intervention dans ce contexte, comportant abattages extensifs engendre un haut risque de modifier le terrain litigieux, tant arbres et arbustes que prairies. **Etant donné ce contexte, la demande d’abattage doit être refusée jusqu’à dénouement du recours au Tribunal Fédéral pour assurer la protection de la parcelle et des espèces sur Liste Rouge.**

**7.** Selon la commune elle-même “ *Le règlement communal de la protection des arbres, un élagage ou écimage important selon les normes professionnelles de l’Union Suisse des services des parcs et promenades (USSP), est assimilé à un abattage nécessitant une autorisation. Le règlement communal sur la protection des arbres (ci-après RCPA) protège tous les arbres d’un diamètre supérieur à 20 cm, mesuré à 1 m 30 du sol (pour les arbres à troncs multiples les diamètres sont cumulés) ou recensés par le plan de classement*.”

Toujours selon les recommandations de la commune elle-même, “*toutes les interventions sur un arbre protégé telles qu’abattage, taille, élagage, écimage, etc. ou tous travaux dans sa zone racinaire (zone correspondant au minimum à la surface de la couronne) sont soumis à une autorisation préalable de la Municipalité.*

*Les arbres sont des êtres vivants qui doivent être régulièrement contrôlés et entretenus.*

*Les tailles excessives qui consistent à supprimer un grand volume de feuillage ou la coupe de branche d’un diamètre supérieur à 3 cm sont à proscrire. Ce type d’intervention provoque un stress important pour l’arbre qui souffre déjà de conditions de vie défavorables en milieu urbain et de l’évolution climatique.*

*De surcroît, les coupes de branches ou de troncs d’un diamètre important sont des portes d’entrée pour certains agents pathogènes, en particulier les champignons lignivores. Ceux-ci ont la caractéristique de s’attaquer au bois de structure, sans toucher la zone vivante et peuvent provoquer quelques années plus tard la chute de branches encore vertes ou même de l’arbre. Cette problématique est d’autant plus grave pour les blessures sur les racines, car les dégâts sont totalement invisibles*.”

Un élagage ou une taille démesurée, effectuée à la mauvaise période ou avec des méthodes inappropriées, et par une personne qui n’est pas spécialiste peuvent blesser l’arbre et entrainer son déclin dans les années à venir. **La demande doit donc être refusée**.

**8.** Je n’ai trouvé aucune information concernant l’entreprise citée dans la demande et mandatée par Dune Capital SA pour effectuer la dite intervention. L’entreprise ne fait pas partie de l’ASSA dont la ville de Pully est membre de soutien, elle ne semble pas non plus être spécialisée dans l’entretien des arbres ni répertoriée comme une entreprise d’arboriste. Il est donc totalement irrésponsable de confier un mandat concernant le soin d’arbres protégés à une entreprise qui n’est pas spécialisée dans le domaine. Etant donné le contexte et les atteintes faites illégalement à la parcelle précédemment, je demande que l’avis d’un expert neutre et indépendant soit éxigé pour toute question en lien avec les arbres et la végétation présentes sur la parcelle.

**9. La demande fait fi de la période de nidification.** Aucun élagage ou abattage ne devraient avoir lieu à cette période. Les oiseaux sont en outre protégés par l’article 7 de la loi fédérale sur la chasse et au niveau cantonal par la loi sur la faune.

**10.** Les arbres anciens et espaces verts sont nos meilleurs alliés pour assurer la qualité de vie des habitantes et habitants de nos communes et des générations à venir. Leur préservation est d'intérêt public en raison des innombrables services ecosystèmiques rendus à la population et à l'entier de la commune :

* rétention et infiltration des eaux de pluies
* qualité de l'air
* stockage de CO2
* régulatiode de la température
* rafraichissement de l'air par evapostranspiration
* diminution des îlots de chaleur
* préservation de la qualité des sols
* préservation de la biodiversité
* Augmentation du bien-être moral, etc...

Tout abattage d'arbre, même d'un seul est unique individu, entraine des conséquences irréparables sur nous, notre qualité de vie, la biodiversité et l'entier de l'écosystème dont nous dépendons. Avoir un arbre mature comme voisin est une chance qui implique d’en prendre soin et de mettre en oeuvre les moyens nécessaire à sa conservation dans les meilleures conditions possibles.

La **perte de tout arbre en cette période de grand changement climatique que nous vivons est dommageable pour notre bien-être et celui des générations à venir.** Toutes les mesures permettant une préservation de ceux-ci doivent être envisagées.

En vue de ce qui précède, je demande que la demande d’abattage 23\_2024 soit refusée et que soit pris en considération mes arguments.

Dans I’attente de votre retour, je vous prions de recevoir, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

*{Nom, Prénom}*

*{Signature}* Votre signature est indispensable afin que l’opposition soit prise en compte! Merci